

SÉRIE D'ÉTÉ
DANS L'ENFER DE L'INFLATION

1/5

Contre l'inflation, l'Empire romain plafonne les prix

Au III^e siècle de notre ère, la violente crise que connaît l'empire et la désorganisation des échanges qu'elle provoque entraînent une flambée des prix. L'empereur Dioclétien tente d'y remédier en fixant un prix maximum pour plus d'un millier de produits.

Nous avons décidé, comme semble nous supplier de le faire le genre humain tout entier, de fixer non pas le prix des marchandises mais un maximum afin que, si quelque poussée des prix se manifeste (ce qu'à Dieu ne plaise), la cupidité qui, comme des champs étendus à l'infini ne peut être contenue, soit réfrénée par les limites de notre décret ou par les bornes d'une loi modératrice... » Entre le 20 novembre et le 9 décembre 301, depuis l'Orient où il se trouve alors, l'empereur romain Dioclétien impose un prix maximum pour plus d'un millier de produits. Sont concernés les céréales, la viande, le vin, la bière, les lentilles ou les saucisses, mais aussi les chaussures, les manteaux, les frais de transport, les voyages maritimes, les salaires et les honoraires des professions indépendantes. L'édit impérial précise que ceux qui dépasseront ces plafonds ou qui stockeront des marchandises en vue d'en faire monter les prix seront passibles de la peine de mort. Objectif de cette mesure : lutter contre l'inflation galopante que connaît l'empire depuis la crise du III^e siècle...

La crise du III^e siècle... Elle a commencé par les troubles provoqués par les assassinats successifs des empereurs Caracalla (217), Héliogabale (222) et Alexandre Sévère (235). Ils ont mis en lumière l'une des faiblesses structurelles de l'empire : l'absence de règles précises de succession. Le pouvoir est désormais à la merci de généraux élevés à la pourpre impériale par leurs soldats et aussi vite éliminés par un nouveau prétendant. Entre 235 et 288, rappelle Michel De Jaeghere dans son ouvrage « Les Derniers Jours, la fin de l'Empire romain d'Occident », pas moins de 18 empereurs se succèdent ainsi à Rome. La plupart meurent de mort violente. L'anarchie qui s'installe à la tête de l'empire et les guerres civiles qu'elle entraîne provoquent brigandages et pillages, contribuant en retour à désorganiser les échanges. En Gaule, les bagaudes, bandes de paysans sans terre, d'esclaves en fuite et de déserteurs, sillonnent ainsi les campagnes pendant plusieurs années, s'attaquant aux fermes isolées et aux petits bourgs ruraux.

Les guerres civiles à répétition et les invasions ont entraîné un effondrement des échanges, alors que l'arrêt des conquêtes a eu pour effet d'interrompre l'afflux des richesses.

Mais il y a pire ! Au même moment, des mouvements de fond agitent les « barbares » aux frontières de l'empire. Profitant de l'anarchie générale et poussés par des peuples asiatiques qui mordent sur leur espace vital, Alamans, Vandales, Burgondes, Goths et Francs se bousculent au limes, cet ensemble de fortifications destinées à garder les frontières de l'empire qu'ils ne tardent pas à franchir de force. En 250, les Goths envahissent ainsi la Mésie et la Thrace avant d'infliger, à la bataille d'Abrittus, une cuisante défaite aux Romains. L'empereur lui-même est tué. Son corps ne sera jamais retrouvé. A l'Ouest, les Alamans enchaînent les raids sur l'Alsace, tandis que les Francs se déversent à travers la Gaule et l'Espagne, pillant tout sur leur passage.

Le redressement s'amorce avec l'arrivée à la tête de l'empire, en 268, de Claude II, un rude soldat originaire d'Illyrie – l'actuelle Albanie. Au prix d'un effort considérable, lui et ses successeurs Aurélien, Probus, Dioclétien, Constance Chlore et Constantin parviennent à rejeter les barbares au-delà du Rhin et du Danube, à réduire les sécessions qui se sont multipliées dans l'empire et à



L'édit du Maximum n'a aucun effet : les marchands préfèrent conserver leurs produits plutôt que de les vendre à perte, ce qui aggrave les pénuries et la dépréciation de la monnaie (ici, un denier d'or à l'effigie de Dioclétien). Photo NPL/opale/photo

rétablir l'unité de ce dernier. Lorsque Dioclétien accède à la tête de l'empire en 284, il sait qu'il n'est désormais plus possible à un seul homme d'assurer la défense d'un ensemble qui s'étend des rives de l'Atlantique à l'Asie Mineure. En 285, il nomme un « co-empereur » en la personne d'un général expérimenté, Maximien. Quelques années plus tard, il franchit une étape dans la réorganisation de l'empire en adjoignant aux deux empereurs deux « césars » qui ont vocation à les assister à la tête de territoires bien définis puis, le moment venu, à leur succéder. L'unité de commandement sera restaurée en 324 par Constantin à l'issue de la crise qui n'a pas tardé à affecter à son tour la nouvelle « gouvernance » de l'empire. Il y a eu, à certains moments, jusqu'à six empereurs se livrant une lutte féroce pour récupérer la totalité du pouvoir...

La situation que découvre Dioclétien à son arrivée à la tête de l'empire en 284 est catastrophique. En particulier sur le plan économique. Trois ou quatre siècles plus tôt, la conquête par la République romaine du bassin méditerranéen, de la Gaule, de l'Afrique et de l'Orient a provoqué un gigantesque afflux de richesses. Elle a également bouleversé l'économie : en plein développement, l'agriculture a vu ses débouchés s'élargir considérablement tandis qu'un artisanat dynamique avait vu le jour.

Mais le système a son revers : ruinés par la concurrence de l'agriculture sicilienne, africaine et égyptienne, les petits propriétaires terriens qui faisaient la force de Rome sont venus grossir les rangs de la plèbe urbaine, vivant de jeux et de distributions de blé gra-

tuées – « le pain et les jeux ». Cette évolution s'est faite au bénéfice des grands propriétaires terriens qu'enrichissait en parallèle l'afflux de captifs et de métaux précieux. Exploités par des armées d'esclaves (35 % de la population italienne au I^{er} siècle de notre ère) qui rendaient inutile toute forme d'innovation technologique, d'immenses exploitations agricoles ont ainsi vu le jour, dans lesquelles les propriétaires mènent une vie oisive et luxueuse.

Troc généralisé

La prospérité du système reposait sur les ports méditerranéens et sur le vaste réseau routier mis en place au lendemain de la conquête. Grâce à ces infrastructures, les marchands pouvaient transporter, rapidement et en toute sécurité, les produits de l'agriculture issus des grandes propriétés et de l'artisanat urbain d'un bout à l'autre de l'empire... C'est tout ce système que la crise du III^e siècle a fait voler en éclats, particulièrement en Occident, beaucoup plus affecté que l'Orient. Les guerres civiles à répétition et les invasions ont entraîné un effondrement des échanges et ce, alors même que l'arrêt des conquêtes a eu pour effet d'interrompre l'afflux des richesses tirées de l'expansion militaire.

Dans les campagnes, la main-d'œuvre, qu'elle soit libre ou servile, a été décimée. Nombre de paysans ont déserté leurs champs pour se réfugier en ville ou pour se livrer au brigandage. Abandonnés, leurs terres sont retournées en friches tandis que les infrastructures qui faisaient la force de Rome – routes, ponts, aqueducs... – se sont

fortement dégradées faute d'entretien. Ne pouvant plus exporter leurs récoltes sur de longues distances, les grands propriétaires terriens ont commencé à produire des denrées de subsistance et à se livrer au troc. Dans l'impossibilité d'importer des produits manufacturés des grandes zones urbaines de l'empire, ils ont également entrepris de les fabriquer eux-mêmes, sur leurs domaines. Ainsi s'est mise peu à peu en place une économie domestique vivant en autarcie qui devait s'épanouir pleinement quelques siècles plus tard, au Moyen Âge.

Se sont alors amorcées les prémices du servage : avec la crise, beaucoup de petits agriculteurs se sont placés sous la protection des grands propriétaires terriens. Ils sont devenus des colons, une classe à moitié libre de citoyens romains. Le droit impérial rendra leur statut héréditaire, les obligant à rester attachés à la terre et au maître qui la détient. La situation des villes est à peine plus brillante : menacées par la disette, entourées de remparts et peuplées de réfugiés, elles se sont refermées sur elles-mêmes...

Désorganisation des échanges, effondrement de la production agricole, exode rural... Telles sont les causes de la flambée des prix qui devient particulièrement incontrôlable dans la seconde moitié du III^e siècle. Comme le rappelle Michel De Jaeghere, une mesure de blé qui valait 1 denier sous Auguste et 4 en 250 après J.-C., en vaut 50 en 276, 75 en 294 et 330 en 301 ! L'inflation est encore aggravée par les émissions monétaires à répétition auxquelles se livrent les empereurs successifs pour faire face à l'augmentation des dépenses militaires. Entre

238 et 274, la masse monétaire est multipliée par sept ! Lors de son accession au pouvoir, Dioclétien tente bien une réforme monétaire, abandonnant le denarius d'argent et créant une nouvelle pièce, l'argenteus, ainsi que trois nouvelles pièces de bronze. Mais ces réformes ne ralentissent en rien l'inflation. Bien au contraire : les prix doublent en moins de dix ans ! C'est que les anciennes pièces continuent de circuler. Plutôt que d'échanger à un taux fixe l'ancienne monnaie contre la nouvelle afin de la retirer progressivement de la circulation, Dioclétien n'a fait, lui aussi, que gonfler la masse monétaire, accentuant encore l'envolée des prix.

Plutôt que d'échanger à un taux fixe l'ancienne monnaie contre la nouvelle afin de la retirer progressivement de la circulation, Dioclétien n'a fait que gonfler la masse monétaire.

Le plafonnement des prix, grâce à la promulgation de l'édit du Maximum, est l'ultime réponse du pouvoir pour contrer leur hausse, que rien ne semble devoir arrêter. Mais elle n'a aucun effet : les marchands préfèrent conserver leurs produits plutôt que de les vendre à perte, ce qui perturbe un peu plus les échanges, aggrave les pénuries et accentue la dépréciation de la valeur de la monnaie. Dans les campagnes comme dans les villes, le recours au troc se généralise. Inutile et inapplicable, l'édit finit peu à peu par tomber en désuétude.

En 312, Constantin, devenu seul empereur, crée une nouvelle monnaie d'or, le solidus, qui restera en circulation dans l'empire d'Orient jusqu'au XI^e siècle. Mais son apparition dévalorise les petites monnaies émises par ses prédécesseurs pour payer à bon compte la solde de leurs troupes et contribue à maintenir l'inflation à des niveaux élevés. La hausse des prix frappe essentiellement les détenteurs de pièces en bronze et en cuivre, dont la valeur ne cesse de diminuer. Ceux qui détiennent de l'or, eux, parviennent à tirer leur épingle du jeu...

De cette longue crise, l'Empire romain sort profondément transformé. Pour assurer la défense de ses frontières, l'Etat ne cesse d'alourdir son emprise fiscale, multipliant les taxes et les impôts, que les contribuables ont désormais l'obligation de payer en or. Ce qui n'en ont pas, c'est-à-dire la majorité de la population, en sont réduits à abandonner leurs terres et à disparaître purement et simplement dans la nature, provoquant en retour une aggravation du statut de colon. Les élites urbaines, de leur côté, se voient chargées de la collecte des impôts au nom du gouvernement central. Quelles échouent, ce qui est de plus en plus le cas, et c'est leur patrimoine personnel qui est mis à contribution ! Résultat : les magistrats urbains s'enfuient eux aussi des villes et tentent de se cacher. Ceux qui sont repris sont ramenés de force, enchaînés, à leur poste. Pour mieux les contrôler, l'Etat pousse en outre les marchands à se regrouper en confréries et accroît les obligations fiscales qui pèsent sur eux. Quant au pouvoir, il fait l'objet d'une sacralisation sans précédent.

L'empire n'a plus rien d'une magistrature : il est devenu une monarchie à l'orientale dont le titulaire, vêtu de pourpre et d'or et couvert de pierres précieuses, participe du divin. L'empire est en train de glisser dans le dirigisme et l'autoritarisme, aggravant ainsi les maux qu'il prétendait combattre. Sa partie occidentale tiendra encore un siècle et demi avant de sombrer... ■

Demain La fabuleuse inflation des assignats